

**L'an deux mil treize, le six mai**, à vingt heure trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie MÉTADIER, Maire.

**Étaient présents :**

Mme Michelle COURNARIE, M. Philippe MÉREAU, M. Yves BANDEVILLE, Mme Georgette BARRAULT, Mme Raymonde VEQUAUD, Mme Michèle VILLATTE, M. Fabrice DAVOIGNEAU, M. Jérôme TARNIER, Mme Monique GUÉRY.

**Absents excusés :** Mme Michèle GRATADE (pouvoir à Mme COURNARIE), Mme Marie-Claire BOUIN (pouvoir à Mme VILLATTE), M. Joël ANTIER (pouvoir à M. TARNIER), Jean-Claude DUPAS (pouvoir à M. MÉREAU).

**Absents :** Mme Estelle PATOZ, Mme Dominique MACE, M. Olivier PIQUEUX, M. Frédéric DUPUIS.

Madame BARRAULT est élue secrétaire.

Le PV du conseil municipal du 11 mars 2013 est approuvé à l'unanimité.

#### **DCM 2013-0032.BAIL MOULIN-FORGE.**

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que la Commune est propriétaire depuis 2008, par legs de Mme Commun, du moulin-forge situé le long du canal, au niveau des Viantaises.

Ce moulin était une forge. En début de mandat, après visite du site, il avait été décidé de mettre en valeur ce moulin, qui représente un exemple intéressant de l'activité bellilocienne; d'autant que le matériel de forge est encore en relativement bon état, et complet. Un bail précaire de six mois a été signé entre Monsieur Thierry HÉRAULT et la Commune afin qu'il puisse dans un premier temps nettoyer, déblayer et sécuriser les bâtiments.

Ce bail venant à expiration le 23 mars 2013, il a été nécessaire de reconduire ce bail pour six mois afin de permettre à M. Hérault de continuer son travail de restauration.

Après avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Donne son accord pour reconduire le bail gratuit précaire de six mois avec M. Hérault pour le moulin-forge dans les conditions identiques au premier bail, si ce n'est que ce bail est renouvelable par tacite reconduction.
- Autorise Madame le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier. Mr Hérault ne recevra pas de compensation en cas de départ avant la fin du bail.

#### **DCM 2013-0033. VIREMENTS DE CRÉDIT.**

Madame le Maire informe le Conseil Municipal qu'à la demande de la Trésorerie et afin de régulariser quelques écritures concernant les amortissements, il est nécessaire procéder aux virements de crédits suivants :

CHAPITRE	ARTICLE	LIBELLÉ ARTICLE	DÉPENSES fonctionnement	RECETTES d'investissement
023		Virement à la section d'investissement	- 8 873,91€	
042	6811	Dotation aux amortissements	+ 8 873,91€	
021		Virement de la section de fonctionnement		- 8 873,91€
040	2802	Frais liés aux documents d'urbanisme		+ 13 986,57€
040	28051	Concession et droits similaires		- 5 112,66€

D'autre part, une somme insuffisante a été reportée en fin d'année pour payer les dernières factures de la salle de lecture. Il est donc nécessaire de procéder aux virements de crédits suivants :

PROGRAMME	ARTICLE	LIBELLÉ ARTICLE		RECETTES d'investissement
023	21318	Clocher		- 9 700,00€
042	6811	Bibliothèque		+ 9 700,00€

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Décide de procéder aux virements de crédits ci-dessus.
- Autorise Madame le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

#### **DCM2013-0034. MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LOCHES DÉVELOPPEMENT.**

Mme le Maire informe le Conseil Municipal de la notification de délibérations du Conseil Communautaire "Loches Développement" et des modifications des statuts qui en ont découlés.

Madame le Maire donne lecture du courrier en date du 27 février 2013 émanant de la Communauté de Communes "Loches Développement", des délibérations en date du 11 octobre 2012 et du 20 décembre 2012, et des nouveaux statuts de la Communauté de Communes "Loches Développement" qui sont annexés.

Madame le Maire indique que ces nouveaux statuts ayant été adoptés par l'Assemblée Plénière de la Communauté de Communes "Loches Développement", il convient à présent que chaque Conseil Municipal se prononce sur leur nouvelle rédaction, conformément à l'article L.5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les modifications sont les suivantes :

##### **ARTICLE 5 : La Communauté de Commune exerce les compétences suivantes :**

- Ajout de l'article 5-20 :  
*"Adhésion à un syndicat mixte : la Communauté de Communes "Loches Développement" est autorisée à adhérer dans le cadre de ses compétences à un syndicat mixte".*
- Ajout de l'article 5-15 :  
*"Construction, aménagement entretien et gestion des gendarmeries, à l'exception des logements des gendarmes".*
- Ajout à l'article 5-7 :  
*"7-Alimentation en eau potable – assainissement des eaux usées*  
*-Gestion du service d'alimentation en eau potable comprenant la production, le traitement, l'adduction et la distribution d'eau potable, ainsi que l'entretien des équipements, les études et la réalisation des travaux.*  
*- Gestion du service d'assainissement collectif des eaux usées comprenant la collecte, le transport et le traitement des eaux usées, ainsi que l'entretien des équipements, les études et la réalisation des travaux.*  
*-Gestion du SPANC et de l'assainissement individuel en liaison avec les communes."*

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, avec 12 voix "pour" et deux abstentions (M. TARNIER, M. ANTIER):

- **Approuve** les nouveaux statuts de la Communauté de Communes "Loches Développement" intégrant les modifications listées ci-dessus :
- **Dit** que les nouveaux statuts seront annexés à la présente délibération.

#### **DCM2013-0035. ADHÉSIONS DE 3 COMMUNES AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL CAVITÉS 37.**

Madame le Maire informe le Conseil Municipal de la demande d'adhésion des communes de LA-CELLE-GUÉNAND, LIGNIÈRE-DE-TOURAINNE et LA-MEMBROLE-SUR-CHOISILLE au Syndicat Intercommunal "Cavités 37" (syndicat pour la surveillance des cavités souterraines et des masses rocheuses instables d'Indre et Loire).

La Commune de Beaulieu-Lès-Loches, en tant que membre de CAVITES 37 doit se prononcer sur ces demandes. Madame le maire propose au Conseil Municipal d'accepter ces adhésions.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Accepte l'adhésion des communes de LA-CELLE-GUÉNAND, LIGNIÈRE-DE-TOURAINNE et LA-MEMBROLE-SUR-CHOISILLE au Syndicat Intercommunal Cavités 37.
- Autorise Mme Le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

#### **DCM2013-0036.REMBOURSEMENTS DIVERS.**

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que nous avons reçu deux chèques correspondant à des remboursements d'assurances.

- Un chèque de la compagnie d'assurances SMACL d'un montant de 662,44 € correspondant à un sinistre survenu le 4 avril 2012. Il s'agissait de la détérioration par un véhicule de l'entreprise LEBERRE d'un lampadaire de la zone artisanale de la commune. Les travaux de réparation ont été effectués et réglés par la commune. Aujourd'hui la SMACL, nous rembourse comme suit :

Montant des dommages garantis (selon devis établi par une entreprise) :	1 662,44	€
Montant de la franchise	-1 000,00	€
Montant du règlement immédiat :	662,44	€

La franchise nous sera remboursée par la SMACL dès paiement par la Cie adverse.
- Un chèque d'un montant de 2 663,55 €, de la compagnie d'assurances ASTER correspondant au remboursement des indemnités journalières de congés d'accident de travail d'un agent communal, pour la période du 28 juin 2012 au 10 août 2012.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'accepter ces deux chèques.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Accepte le chèque de la compagnie d'assurances SMACL pour un montant de 662,44€ et par avance le remboursement de la franchise de 1 000 €,
- Accepte le chèque de la compagnie ASTER d'un montant de 2 663,55 €
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

**DCM2013-0037. REMBOURSEMENT DES RIVERAINS POUR L'ENROBÉ DE L'ENTRÉE DE LEUR PROPRIÉTÉ, IMPASSE DE LINIÈRE.**

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que l'impasse de Linière doit être reprofilée en enrobé par l'entreprise EIFFAGE. Les riverains ont demandé à l'entreprise d'étendre l'enrobé à leur entrée de propriété.

L'entreprise EIFFAGE ne souhaite pas travailler pour des particuliers. Aussi, les travaux seront facturés à la commune qui sera remboursée en totalité par les riverains.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Accepte que les travaux d'enrobé des entrées de propriété des riverains de l'impasse de Linière soient facturés à la commune et remboursés en totalité par eux.
- Autorise Mme Le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

**DCM2013-0038. DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU SIEIL POUR L'EXTENSION DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE DES "VIANTAISES".**

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que lors du vote du Budget Prévisionnel 2013, il a été prévu 16 900€ pour faire installer l'eau, l'assainissement et l'électricité sur le terrain des Viantaises.

Madame le Maire propose de demander une subvention au SIEIL pour l'extension du réseau d'électricité (70% du montant HT de l'installation).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Décide de demander une subvention pour l'extension du réseau d'électricité sur le terrain des Viantaises.
- Autorise Mme Le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

**DCM2013-0039. CHOIX DE L'ENTREPRISE POUR LES CONTRÔLES ET LA MISSION SPS POUR L'ACCUEIL PÉRISCOLAIRE.**

Madame le Maire explique au Conseil Municipal qu'une consultation a eu lieu pour les contrôles et la mission SPS concernant les travaux de la reconstruction de l'accueil périscolaire.

3 entreprises ont été contactées :

- ✓ QUALICONSLT a répondu pour les deux missions,
- ✓ SODIATEC a répondu pour les contrôles seulement,
- ✓ ASCOTIE+ a répondu pour les SPS seulement.

QUALICONSLT a été retenu pour un montant de 6 000€ HT au lieu de 6 800€ HT après négociations.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Décide de retenir l'entreprise QUALICONSLT pour un montant total de 6 000€ HT soit 7 176 € TTC.
- Autorise Mme Le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

**DCM2013-0040. CHOIX DES ENTREPRISES POUR L'ÉTUDE DE SOL POUR L'ACCUEIL PÉRISCOLAIRE.**

Madame le Maire explique qu'il est nécessaire de faire procéder à une étude de sol pour la reconstruction de l'accueil périscolaire.

Une consultation a été faite auprès de trois entreprises:

- ✓ COMPÉTENCE GÉOTECHNIQUE Centre Ouest,
- ✓ GINGER CEBTP
- ✓ FONDASOL

L'entreprise COMPÉTENCE GÉOTECHNIQUE Centre Ouest est la moins disante (2 602,50€ TTC) pour des prestations similaires.

Madame le Maire propose de retenir cette entreprise pour un montant de 2 602,50€ TTC.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Décide de retenir l'entreprise COMPÉTENCE GÉOTECHNIQUE Centre Ouest pour un montant total de 2 602,50 € TTC pour la réalisation de l'étude de sol de l'accueil périscolaire.
- Autorise Mme Le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

#### **DCM2013-0041. CRÉATION D'UN POSTE EMPLOI D'AVENIR.**

Madame le Maire propose au Conseil Municipal de créer, pour l'accueil périscolaire, la pause méridienne, la cantine et les cours, un poste en emploi d'avenir de 20h. Ce poste sera financé par l'Etat à hauteur de 75% sur la base du SMIC.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Décide de créer un poste en emploi d'avenir à 20/35°, afin d'organiser des ateliers culturels ou d'aide aux devoirs pour les enfants fréquentant la garderie périscolaire ou déjeunant à la cantine à midi, pour remplir d'autres fonctions pendant les vacances scolaires, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013 et pour une période de 3 ans.
- Autorise Mme Le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

#### **DCM2013-0042. DEMANDE DE SUBVENTION FEADER POUR L'ACCUEIL PÉRISCOLAIRE.**

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il avait décidé lors de sa séance du 3 septembre 2012 par délibération n° 2012-0059 le principe de reconstruction du bâtiment de l'accueil périscolaire. Par délibération n° 2012-066 du 1<sup>er</sup> octobre 2012, le conseil Municipal a choisi Monsieur Dominique MAES comme maître d'œuvre.

Suite à différentes réunions et à partir du chiffrage du projet établi par l'architecte, le financement du projet pourrait être le suivant :

DESIGNATION	DEPENSES HT	DEPENSES TTC	Taux / HT	RECETTES
Travaux d'aménagement	238 000,00 €	284 648,00 €		
Honoraires archi.	20 230,00 €	24 195,08 €		
contrôles + SPS	6 800,00 €	8 132,80 €		
Publications	2 000,00 €	2 392,00 €		
Total	267 030,00 €	319 367,88 €		
CAF			20,3%	54 300,00 €
DETR			23,6%	63 000,00 €
FEADER			36,1%	96 324,00 €
Commune			20,0%	53 406,00 €
Total			100,0%	<b>267 030,00 €</b>

Madame le Maire précise au Conseil Municipal que :

- La CAF d'Indre-et-Loire, a attribué à la Commune une subvention de 54.300 € et un emprunt à taux zéro du même montant
- L'État, par la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR), a alloué à la Commune, une dotation de 63.000€, soit un montant supérieur à la demande initiale prenant en compte le choix de la commune de réaliser le bâtiment en matériaux biosourcés.
- Madame le Maire propose de solliciter, dans le cadre du développement rural FEADER (Fonds Européen Agricole de Développement Rural), une subvention de 96 324 € représentant 36.1% du montant total des travaux HT.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Sollicite une subvention dans le cadre du développement rural FEADER selon le plan de financement ci-dessus.
- Autorise Madame le Maire à signer les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

**INFORMATIONS :**

Nous avons reçu un chèque de l'étude Anglada et Louault d'un montant de 7 866€ correspondant au solde de la succession du Professeur BERNARD et un chèque de 607€ de l'acquéreur du 27, rue Brulée, en règlement de la taxe foncière à venir.

Prochain Conseil Municipal le 03 juin 2013 à 20h30.

Fin du Conseil à 21h30

La Secrétaire,

**G.BARRAULT.**